Cultures & Conflits

28 | hiver 1997
Interpréter l'Europe

Avant-propos

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/375>

DOI : 10.4000/conflits.375

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 janvier 1997

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

« Avant-propos », *Cultures & Conflits* [En ligne], 28 | hiver 1997, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/375> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.375>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Avant-propos

- ¹ " Interpréter l'Europe " est l'un des résultats des échanges qui ont eu lieu entre 1994 et 1997 au sein d'un groupe de travail commun à nos deux laboratoires : le Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI) de la Fondation Nationale des Sciences Politiques à Paris et le Centre de Recherche sur le Politique, l'Administration, la Ville et le Territoire (CERAT) de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble¹. En décidant de constituer et d'animer ce groupe, notre objectif était de réunir des collègues politistes travaillant de près et de loin sur les enjeux de l'intégration européenne afin de nous interroger sur les questions méthodologiques et conceptuelles qu'ils posent à l'analyse. Au fil des réunions, les membres du groupe ont soulevé une double interrogation qui constitue le fil directeur de ce numéro spécial. Quel est l'impact de la référence à l'Europe sur la formation des configurations d'acteurs et d'idées au sein des Etats de l'Union européenne ? Dans leurs contributions consacrées respectivement aux politiques de l'Union européenne dans le domaine de la culture et aux formes de mobilisation des populations d'immigrés, Mireille Pongy et Riva Kastoryano montrent en effet la nécessité de lier l'analyse de l'action publique au niveau européen à celle d'un remodelage de configurations nationales qui restent prégnantes. Comment penser cet impact dans le contexte d'une recomposition plus générale du politique en Europe depuis les années soixante-dix ? En se concentrant sur la manière dont on peut interpréter et conceptualiser l'intégration européenne du point de vue des sciences sociales, ce numéro poursuit ainsi simultanément trois objectifs. Le premier est de montrer que plusieurs schémas d'analyse développés par la science politique française pour rendre explicites des formes d'action publique différenciées par territoire et par secteur fournissent à l'étude de l'intégration européenne un moyen de dépasser l'opposition vaine entre intergouvernementalistes et transnationalistes qui alimente encore une bonne partie de la littérature anglo-américaine. Nous avons souhaité démontrer en second lieu que l'étude de l'action publique au sein de l'Union européenne ne saurait se limiter à des prescriptions managériales sur l'efficacité des institutions et des dispositifs réglementaires communautaires mais qu'elle doit conduire à appréhender la légitimation d'un système politique en constitution en tenant compte notamment du rapport entre action publique et symboles. Marc Abélès en fait la démonstration dans son article en présentant les outils dont dispose l'anthropologue pour saisir ce rapport. En revenant sur l'insistance qu'attache la

Commission européenne à l'évaluation de certaines politiques publiques communautaires, Laurence Jourdain insiste également sur la vocation d'une autorité communautaire non seulement à répondre à des impératifs gestionnaires mais aussi à chercher à agir légitimement par rapport à la société. Nous avons souhaité enfin insister sur l'impérative nécessité de ne jamais déconnecter la conceptualisation de l'intégration européenne de l'appui sur des travaux de terrain partant des pratiques politiques des acteurs et de leur inscription socio-historique. Bien qu'amorcées par un questionnement commun, les contributions qui suivent sont loin de refléter un consensus sur une manière d'appréhender le politique au sein de l'Union européenne. Il n'y a pour s'en convaincre qu'à se reporter à l'opposition entre une intégration européenne qui produirait du changement politique par seuils qualitatifs, selon les termes de Luc Rouban dans son étude sur les services publics français, ou au contraire du changement politique par apprentissage, comme le soutiennent Pierre Muller et Sophie Rouault dans leur étude sur la mise en œuvre d'un programme communautaire en matière d'emploi. Cette controverse illustre bien l'esprit qui a présidé à ce numéro spécial : celui de l'ouverture et du débat. Espérons dès lors que cette " pierre " conceptuelle et empirique en langue française saura générer des critiques et des analyses nouvelles sur l'interprétation de l'intégration européenne, en particulier de la part de jeunes chercheurs et doctorants en science politique. Lequesne Christian et Andy Smith